

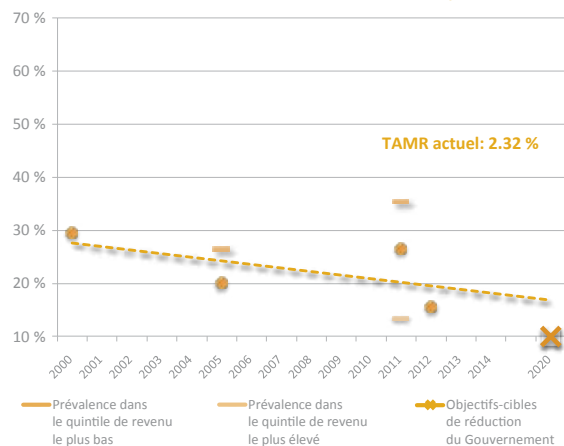
# Sénégal



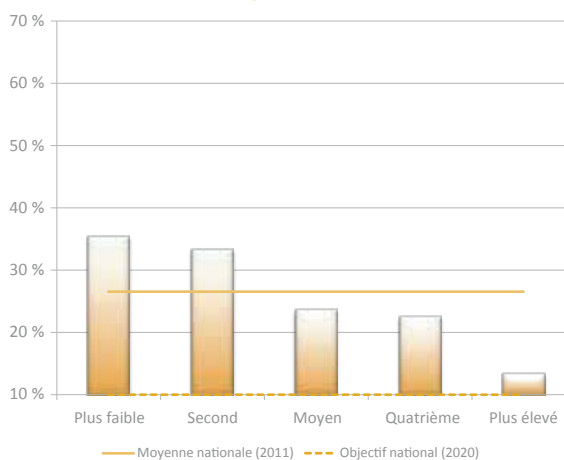
Date d'adhésion : juin 2011

Données démographiques	
Population nationale (en millions en 2010)	13
Enfants de moins de 5 ans (en millions en 2010)	2,2
Adolescentes (15 à 19 ans) (en millions en 2010)	0,70
Nombre moyen de naissances (en millions en 2010)	0,50
Taux de croissance de la population (2010)	2,78 %
Indicateurs (SMART 2012/DHS 2010-11) des Cibles de Nutrition de l'OMS	
Faible poids de naissance	15,9 %
Allaitement maternel exclusif entre 0 et 5 mois	39,0 %
Retard de croissance chez les moins de cinq ans	19,2 %
Émaciation chez les moins de cinq ans	8,9 %
Surpoids chez les moins de cinq ans	1,5 %
Couverture des facteurs relatifs à nutrition	
Pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants	
Régime alimentaire minimum acceptable entre 6 et 23 mois	9,2 %
Diversité minimale du régime alimentaire entre 6 et 23 mois	27,4 %
Interventions pour prévenir les carences en vitamine et minéraux	
Supplémentation en zinc contre la diarrhée (Enfants de moins de cinq ans)	0,2 %
Femmes enceintes ayant fait quatre ou plus de consultations prénatales	50,0 %
Supplémentation en vitamine A (6 à 59 mois)	-
Ménages consommant le sel adéquatement iodé	41,5 %
Responsabilisation de la femme	
Alphabétisation des femmes	27,8 %
Taux d'emploi féminin	57,5 %
Âge médian au premier mariage	19,6
Accès au personnel qualifié pour l'accouchement	66,1 %
Femmes ayant eu un enfant avant l'âge de 18 ans	18,7 %
Taux de fécondité	5,1
Autres indicateurs pertinents de nutrition	
Taux d'urbanisation	40,56 %
Part de revenu détenue par les 20 % de la tranche la plus inférieure	6,05 %
Calories par habitant par jour (kcal / habitant / jour)	2.354,4
Énergie provenant d'aliments autres que les aliments de première nécessité	34,05 %
Disponibilité du fer de source animale (mg / habitant / jour)	1,8
Accès aux infrastructures sanitaires améliorées	46,2 %
Défécation en plein air	16,5 %
Accès aux sources améliorées d'eau potable	78,3 %
Accès au branchement d'eau courante domestique	53,7 %
Eau de surface comme source d'eau de boisson	0,5 %
PIB par habitant (\$ US courants, 2013)	1.072,00
Exportations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012)	2,20
Importations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012)	1,98

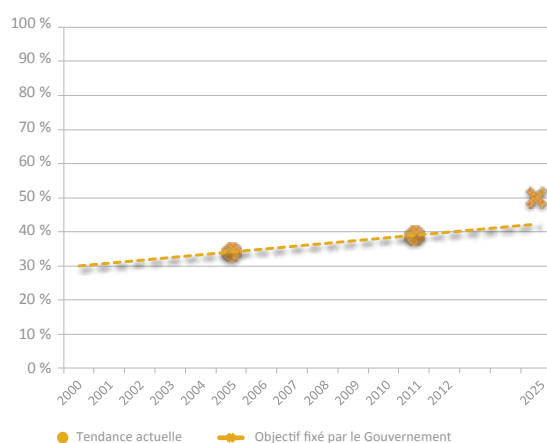
### Tendance relative au retard de croissance et objectifs-cibles



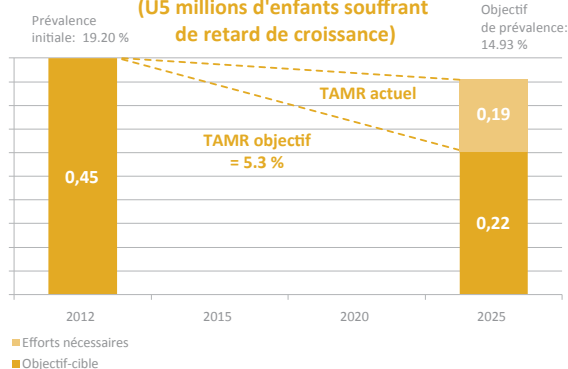
### Répartition du retard de croissance dans tous les quintiles de richesse



### Tendance relative au taux d'allaitement maternel exclusif



### Objectif-cible de réduction du retard de croissance (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance)



## Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

L'engagement politique pour le renforcement de la nutrition est visible au plus haut niveau avec le rattachement de la cellule de lutte contre la malnutrition (CLM) au bureau du Premier ministre. Fonctionnelle et formalisée, la CLM tient des réunions régulières auxquelles la participation est satisfaisante.

Le Sénégal s'est engagé à mettre l'accent sur le dialogue politique grâce à une meilleure implication du secteur agricole et du secteur privé et à assurer la transparence et la redevabilité des différentes parties prenantes à travers une étroite surveillance des progrès accomplis.

Le Réseau des donateurs et celui des Nations Unies sont rassemblés au sein d'une même plateforme qui procède à l'élargissement de leur constitution. Ils se rapprochent aussi de la plate-forme des organisations de la société civile.

La plateforme des universitaires a été mise en place et celle du secteur privé est en cours de constitution, avec le soutien de l'UNICEF.

## Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le Plan stratégique multisectoriel 2013-2018 sera établi une fois que le document d'orientation pour le développement de la nutrition aura été validé. Le cadre commun de résultats sera établi sur la base de ce plan stratégique. Dans l'attente de cela, certains secteurs ont présenté et validé de manière participative leurs plans de travail annuels 2014 à la PMS.

Le CLM met en œuvre des programmes couvrant les domaines clés : la nutrition communautaire, les transferts sociaux, la lutte contre les carences en micronutriments et la sécurité alimentaire. En outre, le Programme national d'investissement agricole (2011-2015) vise la réduction de la pauvreté en s'attaquant aux problèmes de la faim et de la malnutrition.

La mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE) suscite des espoirs quant à l'augmentation du financement pour le renforcement de la nutrition.

Un mécanisme de suivi et d'évaluation sera également créé pour suivre la mise en œuvre de la politique de nutrition.

## Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La note de synthèse sur la politique de la nutrition a été validée.

Les membres des réseaux se sont engagés dans l'analyse des politiques. Le Sénégal est en train de réviser son document d'orientation pour le développement de la nutrition qui date de 2001. Le Sénégal dispose d'une politique nationale sur l'alimentation du nourrisson et jeune enfant et a transcrit le code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans sa législation. La stratégie de communication sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) est validée, tout comme le plan stratégique pour l'enrichissement des aliments.

Tous les secteurs ont contribué de manière active à l'élaboration du document de politique du Plan Sénégal Emergent (PSE) qui est le référentiel de la politique économique et sociale sur le moyen et le long terme et inclue la nutrition et dont la mise en œuvre n'est pas effective.

## Suivre le financement et mobiliser les ressources

Une évaluation de la faisabilité financière est prévue dans le cadre de la révision du document de politique sur la nutrition. Un exercice de chiffrage avait été fait partiellement pour le Programme de renforcement de la nutrition en 2013.

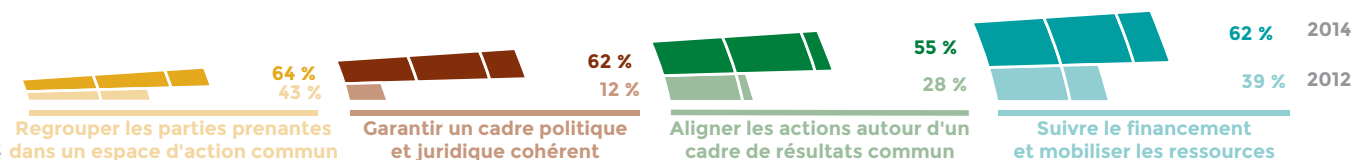
En 2011, le gouvernement s'est engagé à augmenter le financement de la nutrition d'année en année, pour atteindre 2,8 milliards de francs CFA par an en 2015. Cet investissement permettra de mobiliser d'autres ressources qui devront être mises à contribution pour intensifier les interventions efficaces en matière de nutrition.

En 2013, une cartographie des investissements sur des programmes spécifiques de nutrition de certains membres de la plate-forme a été conduite et a montré l'importance d'une constance dans la mobilisation des fonds provenant d'autres partenaires afin d'assurer la durabilité des interventions.

L'identification des besoins de financement est possible car les priorités sont identifiées pour la plupart des secteurs.

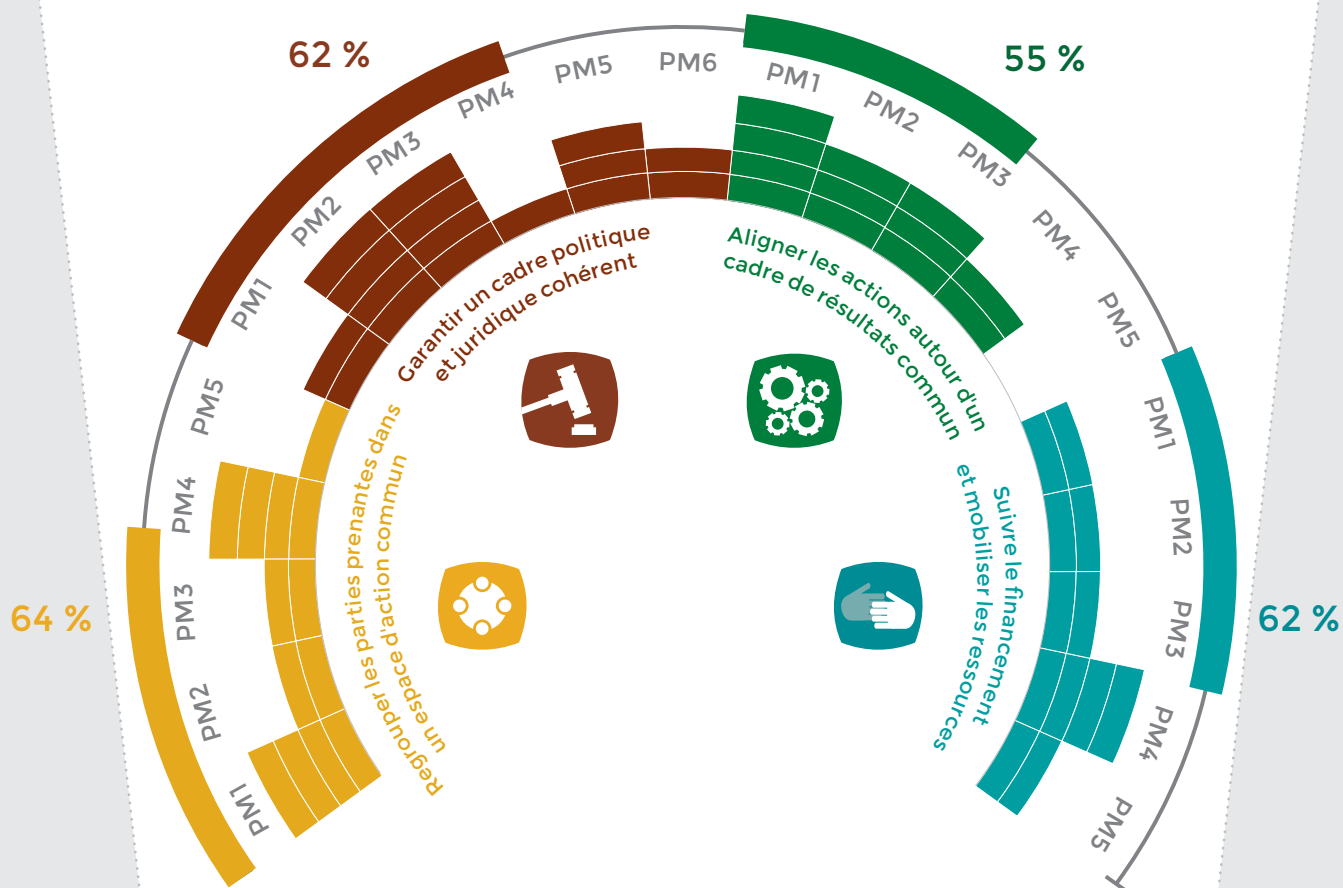
# Progrès réalisés dans les quatre processus SUN Sénégal

## Notation des marqueurs de progrès 2012<sup>1</sup> et 2014<sup>2</sup>



## Tableau de bord des marqueurs de progrès 2014

■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■  
Niveau de préparation



<sup>1</sup>Évaluation externe par le Secrétariat du Mouvement SUN  
<sup>2</sup>Évaluation interne par un exercice national d'auto-évaluation